



Le 17 mars 2016

Objet : Contrats octroyés pour la rédaction de discours du ministre actuel et ce depuis qu'il a été nommé comme ministre au 20 février 2016 - Masse salariale du Cabinet de 2014-2016 (19 février 2016) et 2010-2013 N/Corr. : 69083

Monsieur,

La présente décision fait suite à la demande d'accès à l'information que vous nous avez récemment adressée. L'analyse de votre correspondance indique que vous souhaitez obtenir les documents suivants:

« Obtenir copie de tout document que détient votre ministère et me permettant de voir la liste de tous les contrats octroyés pour la rédaction de discours du ministre actuel et ce depuis qu'il a été nommé comme ministre à ce jour, le 20 février 2016.

Les documents devraient montrer le nom de chacun des fournisseurs, la valeur en argent des montants payés pour chacun des discours du ministre . (titre de chaque discours et le prix/tarif/payé pour chacun des mots pour ces discours)

Obtenir copie de tout document me permettant de voir le montant d'argent représentant la masse salariale du cabinet du ministre pour chacune des années suivantes 2014,2015,2016 à ce jour le 19 février 2016 (fournir aussi les documents me permettant de voir le nombre d'employés dans le cabinet pour chacune des années ciblées)

Obtenir copie de tout document me permettant de voir le montant d'argent représentant la masse salariale du ou des ministres de l'époque pour chacune des années suivantes ,2010,2011,2012 et 2013

(fournir aussi les documents me permettant de voir le nombre d'employés dans le cabinet pour chacune des années ciblées)

Obtenir copie de tout document me permettant de voir la liste des contrats octroyés par votre ministère à la firme Nationale dont le site web est <http://www.national.ca/A-propos-de-la-Firme/A-propos-de-la-Firme.aspx> (les documents devraient montrer la liste des contrats, valeur en argent de chacun des contrats _____ \$ par année, type de mandat ou travail confié depuis 5 ans ». (Sic)

... 2

Décision

Afin de faciliter la lecture de notre décision, chacune de vos demandes sera répondue l'une à la suite de l'autre.

« Obtenir copie de tout document que détient votre ministère et me permettant de voir la liste de tous les contrats octroyés pour la rédaction de discours du ministre actuel et ce depuis qu'il a été nommé comme ministre à ce jour, le 20 février 2016. Les documents devraient montrer le nom de chacun des fournisseurs, la valeur en argent des montants payés pour chacun des discours du ministre . (titre de chaque discours et le prix/tarif/payé pour chacun des mots pour ces discours).» (Sic)

Après vérification, nous ne pouvons donner suite à votre demande d'accès puisque le ministère de la Justice ne détient pas de tels documents, aucun contrat n'ayant été octroyé à cette fin. Cette décision est fondée sur l'article 1 et le troisième paragraphe de l'article 47 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1 (ci-après *Loi sur l'accès*).

« Obtenir copie de tout document me permettant de voir le montant d'argent représentant la masse salariale du cabinet du ministre pour chacune des années suivantes 2014,2015,2016 à ce jour le 19 février 2016 (fournir aussi les documents me permettant de voir le nombre d'employés dans le cabinet pour chacune des années ciblées).» (Sic)

Après vérification, suivant le premier paragraphe de l'article 47 de la *Loi sur l'accès aux documents*, RLRQ, c. A-2.1, le ministère de la Justice donne suite à votre demande d'accès. Conformément à la loi, vous trouverez ci-joint les documents demandés.

« Obtenir copie de tout document me permettant de voir le montant d'argent représentant la masse salariale du ou des ministres de l'époque pour chacune des années suivantes ,2010,2011,2012 et 2013 (fournir aussi les documents me permettant de voir le nombre d'employés dans le cabinet pour chacune des années ciblées).» (Sic)

Après vérification, suivant le premier paragraphe de l'article 47 de la *Loi sur l'accès aux documents*, RLRQ, c. A-2.1, le ministère de la Justice donne suite à votre demande d'accès. Conformément à la loi, vous trouverez ci-joint le document demandé.

« Obtenir copie de tout document me permettant de voir la liste des contrats octroyés par votre ministère à la firme Nationale dont le site web est <http://www.national.ca/A-propos-de-la-Firme/A-propos-de-la-Firme.aspx> (les documents devraient montrer la liste des contrats, valeur en argent de chacun des contrats _____ \$ par année, type de mandat ou travail confié depuis 5 ans. » (Sic)

Après vérification, nous ne pouvons donner suite à votre demande d'accès puisque le ministère de la Justice ne détient pas de tels documents, aucun contrat n'ayant été octroyé à la firme Nationale. Cette décision est fondée sur l'article 1 et le troisième paragraphe de l'article 47 de la *Loi sur l'accès*.

Conformément à la loi, vous trouverez ci-joint l'information sur les recours que vous pouvez exercer à l'une ou l'autre des étapes du traitement de votre demande.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Martine Thibault', written in a cursive style.

Martine Thibault, avocate
Responsable de l'accès à l'information

p. j.

MINISTRE DE LA JUSTICE
MASSE SALARIALE DU CABINET DU MINISTRE (St-Arnaud)
EXERCICE FINANCIER 2013-2014
Suivi de la masse salariale au 2 AVRIL 2014

Masse salariale annuelle : CT 212602 du 14 mai 2013 670985 x 365365 670 985,00
 Budget étudiant : CT 213187 du 10 septembre 2013 à compter du 10 septembre 2013 10 000,00
 Masse salariale ajustée CT 0,00
 680 985,00

Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction	Date du départ	Traitement annuel \$	Dépense à date \$	Paie standard ajusté \$	Dépenses à venir		Dépense annuelle estimée	
							Nombre de paies	au 2014-03-31 projection		
Attaché politique		2012-10-15	2013-11-15	55 791,00	35 283,60	2 138,40	0,0	0,00	35 283,60	
Attaché politique		2012-10-29		48 000,00	43 182,08	1 840,00	0,0	0,00	43 182,08	
Directeur cabinet		2012-09-20	2013-07-19	125 000,00	38 478,30	4 790,91	0,0	0,00	38 478,30	
Directeur Bureau comté		2012-10-01		79 000,00	76 911,73	3 028,20	0,0	0,00	76 911,73	
Conseiller politique		2012-10-09		59 000,00	56 811,23	2 261,70	0,0	0,00	56 811,23	
Attaché politique		2012-10-01		67 000,00	64 855,21	2 568,30	0,0	0,00	64 855,21	
Conseiller politique		2012-10-09		58 000,00	56 811,23	2 261,70	0,0	0,00	56 811,23	
Attaché politique		2012-10-09		40 000,00	37 349,41	1 533,28	0,0	0,00	37 349,41	
Attaché de presse		2012-09-27		58 000,00	56 819,63	2 261,70	0,0	0,00	56 819,63	
Adjoint ministre		2012-10-17		51 200,00	48 766,22	1 982,43	0,0	0,00	48 766,22	
Directeur cabinet		2013-08-14		127 000,00	79 038,82	4 867,80	0,0	0,00	79 038,82	
Conseiller politique		2012-10-09		59 000,00	56 811,23	2 261,70	0,0	0,00	56 811,23	
Étudiants:					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de traitement applicables à la masse salariale					651 118,69	31 776,12		0,00		651 118,69
Dépense de fonctionnement applicable à la masse salariale					5 989,35 (a)			0,00 (b)		5 989,35
Dépense totale applicable à la masse salariale					657 108,04			0,00		657 108,04
SURPLUS OU (DÉFICIT)										23 876,96

Service de la gestion des ressources financières et matérielles

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE
MASSE SALARIALE DU CABINET DU MINISTRE (St-Arnaud)
EXERCICE FINANCIER 2014-2015
Suivi de la masse salariale au 13 novembre 2014**

Masse salariale annuelle : CT 212602 du 14 mai 2013 720000 x 365/365 720 000,00
 Budget étudiant : CT 213187 du 10 septembre 2013 à compter du 10 septembre 2013 10 000,00
 Masse salariale ajustée CT 730 000,00

Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction	Date du départ	Traitement annuel \$	Dépense à date \$	Paie standard ajusté \$	Dépense à venir		Dépense annuelle estimée
							Nombre de paies	au 2014-03-31 projection	
Attaché politique		2012-10-29		48 000,00	10 855,00	1 840,00	0,0	0,00	10 855,00
Directeur Bureau comité		2012-10-01		79 000,00	17 905,54	3 028,20	0,0	0,00	17 905,54
Conseiller politique		2012-10-09		59 000,00	13 344,03	2 251,70	0,0	0,00	13 344,03
Attachée politique		2012-10-01		67 000,00	15 152,97	2 569,30	0,0	0,00	15 152,97
Conseillère politique		2012-10-09		59 000,00	13 344,03	2 251,70	0,0	0,00	13 344,03
Attaché politique		2012-10-09		40 000,00	9 123,03	1 533,26	0,0	0,00	9 123,03
Attaché de presse		2012-06-27		59 000,00	13 344,03	2 251,70	0,0	0,00	13 344,03
Adjoint ministre		2012-10-17	2014-06-23	51 200,00	11 578,34	1 962,43	0,0	0,00	11 578,34
Directeur cabinet		2013-08-14		127 000,00	18 984,42	4 867,80	0,0	0,00	18 984,42
Conseiller politique		2012-10-09		59 000,00	13 344,03	2 251,70	0,0	0,00	13 344,03
Étudiants:					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de traitement applicables à la masse salariale					136 977,42	24 846,81	0,00	0,00	136 977,42
Dépense de fonctionnement applicable à la masse salariale					5 750,08 (a)	0,00	0,00 (b)	0,00	5 750,08
Dépense totale applicable à la masse salariale					142 727,50	24 846,81	0,00	0,00	142 727,50
SURPLUS OU (DÉFICIT)									587 272,50

Service de la gestion des ressources financières et matérielles

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
MASSE SALARIALE DU CABINET DE LA MINISTRE (Vallée)
EXERCICE FINANCIER 2014-2015
Suivi de la masse salariale - Du 24 avril 2014 au 31 mars 2015

Masse salariale annuelle : CT 213911 du 6 mai 2014 720 000 \$ 720 000 x 341/365 672 657,53
 Budget étudiant : 0,00
 Masse salariale ajustée 672 657,53

Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction	Date de départ	Traitement annuel \$	Dépense à date \$	Dépense à venir		Dépense annuelle estimée	
						Paié standard ajusté \$	Nombre de paies		
						projection			
Conseiller juridique		2014-04-24		70 000,00	65 467,64	2 683,10	0,0	65 467,64	
Attaché politique		2014-05-07		52 000,00	46 833,15	1 992,90	0,0	46 833,15	
Attaché politique		2014-05-02		65 500,00	58 592,94	2 510,20	0,0	58 592,94	
Attaché politique		2014-05-07		70 000,00	63 052,85	2 683,10	0,0	63 052,85	
Attaché politique		2015-01-21		50 000,00	9 273,95	1 916,60	0,0	9 273,95	
Attaché politique		2015-03-16		72 000,00	3 311,28	2 759,40	0,0	3 311,28	
Attaché politique		2014-04-24	2014-05-20	85 000,00	72 323,16	3 257,80	0,0	72 323,16	
Attaché politique		2010-05-09		0,00	5 634,51	0,00	0,00	5 634,51	
Directeur de cabinet		2014-08-20		125 000,00	62 565,44	2 551,20	0,0	62 565,44	
Conseiller politique		2014-05-26		80 000,00	76 652,80	4 790,80	0,0	76 652,80	
Attaché politique		2014-05-05		71 000,00	21 387,52	3 449,60	0,0	21 387,52	
Directeur de cabinet		2014-04-25	2014-08-19	0,00	64 501,92	2 721,60	0,0	64 501,92	
						827 500,00	507 147,00	33 712,80	607 147,00
Dépenses de traitement applicables à la masse salariale									
Dépense de fonctionnement applicable à la masse salariale						1 560,87 (a)		0,00 (b)	1 560,87
Dépense totale applicable à la masse salariale						829 060,87	507 147,00	33 712,80	608 707,87
SURPLUS OU (DÉFICIT)									63 945,66

Service de la gestion des ressources financières et des contrats

MINISTRE DE LA JUSTICE
MASSE SALARIALE DU CABINET DE LA MINISTRE (Vallée)
EXERCICE FINANCIER 2015-2016

Suivi de la masse salariale - projection du 1 avril 2015 au 31 mars 2016

Fait le : 21 janvier 2016

Masse salariale annuelle : CT 214988 du 5 mai 2015 807 200,00 \$

Budget étudiant :
 Masse salariale ajustée

Fonction	Date d'entrée en fonction	Date du départ	Traitement annuel	Dépense à date dans SAGIR	Ajustement	Dépense à date	Dépense à venir		Dépense annuelle estimée	
							Pale ajusté	Nombre de pales		
			\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Conseiller juridique	2014-04-24		80 000,00	65 040,01		65 040,01	3 066,00	4,1	77 610,61	
Attaché politique	2014-05-07		52 000,00	44 043,09		44 043,09	1 952,90	4,1	52 213,98	
Attaché politique	2014-05-02	2015-05-01	65 500,00	5 773,46		5 773,46	2 510,20	0,0	5 773,46	
Attaché politique	2014-05-07		70 000,00	59 296,51		59 296,51	2 683,10	4,1	70 297,22	
Attaché politique	2015-01-21	2016-02-07	50 000,00	42 356,86	273,80	42 630,66	1 916,60	0,0	42 630,66	
Attaché politique	2015-03-16	2016-02-07	72 000,00	60 982,74	394,20	61 376,94	2 759,40	0,0	61 376,94	
Attaché politique	2014-05-26	2016-02-01	85 000,00	71 997,38	696,10	71 299,28	3 257,60	0,0	71 299,28	
Attaché politique	2010-06-09		77 000,00	65 221,52		65 221,52	2 951,20	4,1	77 321,44	
Directeur de cabinet	2014-05-26	2016-02-04	125 000,00	36 410,08	342,20	36 752,28	4 750,80	0,0	36 752,28	
Attaché politique	2014-05-05		71 000,00	60 147,36		60 147,36	2 721,60	4,1	71 305,92	
Directeur de cabinet	2015-08-03	2016-02-05	145 941,00	67 966,63	7 230,30	75 196,93	5 593,82	0,0	75 196,93	
Attaché politique	2015-06-23		65 000,00	40 359,06		40 359,06	2 481,30	4,1	50 573,39	
Directeur de cabinet	2016-02-08		135 000,00	0,00		0,00	5 192,31	3,9	20 250,00	
Attaché de presse	2016-02-01		85 000,00	0,00		0,00	3 257,80	3,9	12 705,42	
Employé de soutien	2014-09-23		17\$/heure	23 111,50		23 111,50	1 020,00	4,1	27 293,50	
Employé de soutien	2015-05-25		15\$/heure	12 660,00		12 660,00	450,00	4,1	14 505,00	
Dépenses de traitement applicables à la masse salariale				1 178 441,00	655 366,20	8 938,60	662 908,60	46 654,63	104 197,43	767 106,03
Dépense de fonctionnement applicable à la masse salariale				5 584,41		5 584,41		(a)	1 866,56	(b) 7 450,97
Dépense totale applicable à la masse salariale				660 950,61	8 938,60	668 493,01			106 063,99	774 557,00
SURPLUS OU (DÉFICIT)										

MINISTRE DE LA JUSTICE
MASSE SALARIALE DU CABINET DU MINISTRE (WEIL)
EXERCICE FINANCIER 2009-2010
Suivi de la masse salariale du 1 avril 2009 au 31 mars 2010

Masse salariale annuelle : 14 246,58
 536 657,53
 138 268,49
 5 665,00
 694 837,60

CT 207199 du 12 janvier 2009 660 000 \$
 CT 207721 du 11 mai 2009 664 000 \$
 CT 208672 DU 8 février 2010 814 000 \$
 CT 208349 du 10 novembre 2009 5 665 \$

Budget étudiant :
 Masse salariale ajustée

Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction	Date du départ	Traitement annuel \$	Dépense à date \$	Dépense à venir		Dépense annuelle estimée
						Paié standard ajusté \$	Nombre de paies	
							au 2010-03-31 projection	
Attaché de presse		2008-12-19	2010-03-26	76 750,00	75 888,12	2 941,40	0,00	75 888,12
Employé de soutien		2008-12-19		49 975,00	49 986,72	1 915,20	0,00	49 986,72
Employé de soutien		2009-07-20	2009-08-27	385 \$/sem	2 233,00	2 156,00	0,00	2 233,00
Attaché politique		2009-01-13		61 200,00	61 222,77	2 345,70	0,00	61 222,77
Employé de soutien		2008-12-19		45 900,00	45 917,21	1 759,28	0,00	45 917,21
Conseiller politique		2010-02-08		48 000,00	6 990,48	1 839,60	0,00	6 990,48
Attaché politique		2009-01-12		55 000,00	56 125,44	2 150,40	0,00	56 125,44
Attaché politique		2010-01-05		55 000,00	13 072,08	2 108,40	0,00	13 072,08
Attaché politique		2009-01-05	05/01/10-18/06/10	55 000,00	41 633,76	2 108,40	0,00	41 633,76
Employé de soutien		2009-01-12		48 000,00	48 981,87	1 876,70	0,00	48 981,87
Directeur de cabinet		2008-12-19	2009-12-23	116 549,00	85 327,34	4 467,40	0,00	85 327,34
Employé soutien, bur comité		2010-02-02		30 000,00	6 714,82	1 150,10	0,00	6 714,82
Conseiller spécial		2010-02-01	26*09-05-11	116 549,00	17 807,51	4 467,40	0,00	17 807,51
Directeur de cabinet		2010-01-05		135 000,00	34 006,13	5 484,86	0,00	34 006,13
Attaché de presse		2010-03-24		65 000,00	19,18	2 491,38	0,00	19,18
Attaché politique		2009-01-12		55 000,00	56 125,44	2 150,40	0,00	56 125,44
Attaché politique		2008-12-22		61 200,00	61 222,77	2 345,70	0,00	61 222,77
étudiant		2009-05-27	2009-08-18	0,00	5 661,60	943,60	0,00	5 661,60
Dépenses de traitement applicables à la masse salariale					668 936,24	44 701,92	0,00	668 936,24
Dépense de fonctionnement applicable à la masse salariale					3 698,21 (a)	0,00 (b)	0,00	3 698,21
Dépense totale applicable à la masse salariale					672 634,45	0,00	0,00	672 634,45
SURPLUS OU (DÉFICIT)								22 203,15

MINISTRE DE LA JUSTICE
MASSE SALARIALE DU CABINET DU MINISTRE - Weil
EXERCICE FINANCIER 2010-2011
Suivi de la masse salariale du 1 avril 2010 au 12 août 2010 (révisé)

Masse salariale annuelle :		CT 208672 DU 8 février 2010 (814 000 \$x133365)		296 608,22			
Budget étudiant :		CT 209829 du 15 février 2011		11 140,00			
Masse salariale ajustée				307 748,22			
Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction	Date du départ	Traitement annuel \$	Dépense à date \$	Dépense à venir au 2011-03-31 projection	Dépense annuelle estimée
Employé de soutien		2008-12-19	2010-08-11	49 975,00	18 194,40	0,00	18 194,40
Attaché politique		2009-01-13	2010-08-11	61 200,00	22 284,15	0,00	22 284,15
Employé de soutien		2008-12-19	2010-10-11	45 900,00	17 842,90	0,00	17 842,90
Conseiller politique		2010-02-08	2010-08-11	48 000,00	17 476,20	0,00	17 476,20
Attaché politique		2009-01-12	2010-08-11	55 000,00	20 428,80	0,00	20 428,80
Attaché politique		2010-01-05	2010-06-18	55 000,00	12 017,88	0,00	12 017,88
Attaché politique		2009-01-05	2010-08-11	55 000,00	8 011,92	0,00	8 011,92
Employé de soutien		2009-01-12	2010-07-02	48 000,00	12 573,89	0,00	12 573,89
Employé soutien, bur comité		2010-02-02	2010-08-11	30 000,00	10 925,95	0,00	10 925,95
Conseiller spéciale		2010-02-01	2010-06-14	116 549,00	25 154,02	0,00	25 154,02
Conseiller spéciale		2010-06-14	2010-11-12	95 000,00	13 734,38	0,00	13 734,38
Directeur de cabinet		2010-08-02	2010-08-11	125 000,00	3 832,64	0,00	3 832,64
Directeur de cabinet		2010-01-05	2010-07-30	135 000,00	47 718,28	0,00	47 718,28
Attaché de presse		2010-03-24	2010-08-11	65 000,00	23 667,35	0,00	23 667,35
Attaché politique, bur comité		2009-01-12	2010-08-11	55 000,00	20 428,80	0,00	20 428,80
Attaché politique		2008-12-22	2010-08-11	61 200,00	22 284,15	0,00	22 284,15
					307 712,92	44 709,44	307 712,92
Dépenses de traitement applicables à la masse salariale							
Étudiant				471,80 \$/sem	5 520,06	943,60	5 520,06
Étudiant				510,65 \$/sem	5 617,15	1 021,30	5 617,15
					9 405,15 (a)	0,00 (b)	9 405,15
Dépense de fonctionnement applicable à la masse salariale							
					317 118,07	0,00	317 118,07
Dépense totale applicable à la masse salariale							
					317 118,07	0,00	317 118,07
SURPLUS OU (DÉFICIT)							(9 369,85)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
MASSE SALARIALE DU CABINET DU MINISTRE - Fournier
EXERCICE FINANCIER 2010-2011
Suivi de la masse salariale du 12 août 2010 au 31 mars 2011

Masse salariale annuelle : CT 209287 du 14-05-2010 800 000 (800000 x 232-57-175/365) 383 561,64
 CT 210098 du 05 avril 2011 660 000 (660 000 x 57/365) 106 191,78
 Budget étudiant : 0,00
 Masse salariale ajustée 489 753,42

Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction	Date du départ	Traitement annuel \$	Dépense à date \$	Paie standard ajustée \$	Dépense à venir	Dépense annuelle estimée
Conseiller politique		2010-08-12		60 000,00	36 713,74	2 299,50	0,0	36 713,74
Attaché de presse		2010-09-21		70 000,00	37 025,78	2 683,10	0,0	37 025,78
Employé de soutien		2010-08-12		55 000,00	32 508,68	2 108,07	0,0	32 508,68
Conseiller politique		2010-08-12		65 000,00	36 492,75	2 683,10	0,0	36 492,75
Conseiller politique bur comité		2011-01-17		76 750,00	15 883,56	2 941,40	0,0	15 883,56
Conseiller politique		201-08-13		70 000,00	39 636,64	2 683,10	0,0	39 636,64
Directeur de cabinet		2010-08-13		116 549,00	74 075,24	4 467,40	0,0	74 075,24
Conseiller politique		2010-08-12	2011-02-04	76 750,00	37 061,64	0,00	0,0	37 061,64
Conseiller politique		2010-10-04		86 499,60	37 086,21	2 874,90	0,0	37 086,21
Conseiller politique		2010-08-12		80 732,40	44 535,46	2 693,10	0,0	44 539,46
Dépenses de traitement applicables à la masse salariale					390 025,70	25 423,67	0,00	390 025,70
Dépense de fonctionnement applicable à la masse salariale					950,63 (a)		0,00 (b)	950,63
Dépense totale applicable à la masse salariale					390 976,33		0,00	390 976,33
SURPLUS OU (DÉFICIT)								98 777,09

MINISTRE DE LA JUSTICE
MASSE SALARIALE DU CABINET DU MINISTRE (Fourmier)
EXERCICE FINANCIER 2011-2012
Suivi de la masse salariale - 01-04-2011 au 31-03-2012

Masse salariale annuelle :		CT 210098 du 5 avril 2011		680 000 \$		680 000 x 366/365		680 000,00	
Budget étudiant :		CT 210915						0,00	
Masse salariale ajustée								7 900,00	
								687 900,00	
Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction	Date du départ	Traitement annuel \$	Dépense à date \$	Paiement standard ajusté \$	Dépense à venir Nombre de paires	au 2012-03-31 projection	Dépense annuelle estimée
	Conseiller politique	2010-08-12		60 752,00	61 055,04	2 328,90	0,0	0,00	61 055,04
	Attaché de presse	2010-09-21		70 878,00	64 461,25	2 716,70	0,0	0,00	64 461,25
	Conseiller spécial	2010-08-12		55 710,00	55 738,85	2 134,53	0,0	0,00	55 738,85
	Conseiller politique	2010-08-12	2012-02-06	65 815,00	32 813,10	2 522,80	0,0	0,00	32 813,10
	Conseiller politique	2011-08-31		88 000,00	39 873,33	2 606,10	0,0	0,00	39 873,33
	Conseiller politique, bur comté	2011-01-17		77 713,00	78 039,36	2 978,50	0,0	0,00	78 039,36
	Conseiller politique	201-08-13		73 594,70	71 235,62	2 716,70	0,0	0,00	71 235,62
	Directeur de cabinet	2010-08-13		118 010,00	118 259,76	4 522,94	0,0	0,00	118 259,76
	Conseiller politique	2010-10-04		75 940,00	76 147,06	2 910,60	0,0	0,00	76 147,06
	Conseiller politique	2010-08-12		70 878,00	71 233,70	2 716,70	0,0	0,00	71 233,70
				737 290,70	676 772,96	29 259,07		0,00	676 772,96
Étudiants:									
	Étudiant	2011-05-09	2011-08-12		7 897,89	1 104,50	0,0	0,00	7 897,89
	Étudiant	2011-05-11	2011-08-17		0,00	0,00	0,0	0,00	0,00
Dépenses de traitement applicables à la masse salariale									
Dépense de fonctionnement applicable à la masse salariale					6 883,86 (a)			17,74 (b)	6 901,60
Dépense totale applicable à la masse salariale					683 656,82			17,74	683 674,56
SURPLUS OU (DÉFICIT)									4 225,44

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
MASSE SALARIALE DU CABINET DU MINISTRE (Fournier)
EXERCICE FINANCIER 2012-2013
Suivi de la masse salariale - 01-04-2012 au 09-01-2012

Masse salariale annuelle : CT 210098 du 5 avril 2011 680 000 \$ 680 000 x 243/365 452 712,33
 Budget étudiant : CT 8 039,64
 Masse salariale ajustée 460 751,97

Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction	Date du départ	Traitement annuel \$	Dépense à date \$	Paié standard ajusté \$	Dépense à venir		Dépense annuelle estimée
							Nombre de paies	au 2013-03-31 projection	
				60 752,00	30 275,70	2 328,90	0,0	0,00	30 275,70
	Conseiller politique	2010-08-12	2012-10-01						
			2012-11-17						
	Attaché de presse	2010-09-21	Fin prime 2013-07-11	75 878,00	47 932,71	2 908,50	0,0	0,00	47 932,71
	Conseiller spécial	2010-08-12	2012-11-17	55 710,00	35 219,75	2 134,53	0,0	0,00	35 219,75
	Conseiller politique	2011-08-31	2012-07-09	73 000,00	19 527,76	2 797,90	0,0	0,00	19 527,76
	Directeur de cabinet	2012-07-09	2012-11-17	105 000,00	38 230,85	4 024,30	0,0	0,00	38 230,85
			Fin prime 2013-11-04						
	Conseiller politique, bur comté	2011-01-17	2012-11-17	77 713,00	48 145,25	2 978,50	0,0	0,00	48 145,25
			Fin prime 2013-07-11						
	Conseiller politique	2010-09-13	2012-11-17	75 878,00	47 932,71	2 908,50	0,0	0,00	47 932,71
	Directeur de cabinet	2010-08-13	Fin prime 2013-11-24	118 010,00	1 357,04	4 523,46	0,0	0,00	1 357,04
	Conseiller politique	2012-04-12	2012-04-04	60 000,00	30 641,10	2 299,50	0,0	0,00	30 641,10
	Conseiller politique	2010-10-04	2012-10-18	75 940,00	873,18	2 910,60	0,0	0,00	873,18
	Conseiller politique	2010-08-12	2012-04-04	70 000,00	815,01	2 716,70	0,0	0,00	815,01
	Directeur de cabinet	2012-04-05	2012-07-09	105 000,00	26 962,81	4 024,30	0,0	0,00	26 962,81
Étudiants:									
	Étudiant	2012-05-23	2012-06-24		8 039,64	1 182,30	0,0	0,00	8 039,64
					336 953,51	37 737,99		0,00	336 953,51
Dépenses de traitement applicables à la masse salariale									
					3 368,13 (a)			0,00 (b)	3 368,13
Dépense de fonctionnement applicable à la masse salariale									
					340 321,64			0,00	340 321,64
Dépense totale applicable à la masse salariale									
SURPLUS OU (DÉFICIT)									
									120 430,33

MINISTRE DE LA JUSTICE
MASSE SALARIALE DU CABINET DU MINISTRE (St-Arnaud)
EXERCICE FINANCIER 2012-2013
Suivi de la masse salariale du 20-09-2012 au 09-01-2013

Masse salariale annuelle : CT 211896 du 16 octobre 2012 665 000 x 193,365 351 630,14
 Budget étudiant : CT 0,00
 Masse salariale ajustée 351 630,14

Nom	Fonction	Date d'entrée en fonction	Date du départ	Traitement annuel \$	Dépense à date \$	Dépense à venir		Dépense annuelle estimée	
						Pale standard ajusté \$	Nombre de pales		
							au 2013-03-31 projection		
Attaché politique		2012-10-15		55 000,00	13 497,65	2 108,10	5,7	12 016,17	25 513,82
Attaché politique		2012-10-29		36 000,00	7 416,63	1 379,84	5,7	7 865,09	15 281,72
Directeur cabinet		2012-10-01		125 000,00	38 753,74	4 790,93	5,7	27 306,30	66 062,04
Directeur Bureau comité		2012-10-01		75 000,00	20 986,77	2 874,90	5,7	16 366,93	37 373,70
Conseiller politique		2012-10-09		55 000,00	14 126,28	2 108,40	5,7	12 017,88	26 144,16
Attaché politique		2012-10-01		63 000,00	17 629,50	2 415,00	5,7	13 765,50	31 395,00
Conseiller politique		2012-10-09		55 000,00	14 126,28	2 108,40	5,7	12 017,88	26 144,16
Attaché politique		2012-10-09		36 000,00	9 244,93	1 379,84	5,7	7 865,09	17 110,02
Attaché de presse		2012-09-27		55 000,00	15 813,00	2 108,40	5,7	12 017,88	27 830,88
Adjointe ministre		2012-10-17		48 000,00	11 376,27	1 839,80	5,7	10 486,86	21 863,13
Conseiller politique		2012-10-09		62 801,08	14 164,08	2 108,40	5,7	12 017,88	26 181,96
Étudiants:					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de traitement applicables à la masse salariale					177 135,13	25 222,01		143 765,46	320 900,59
Dépense de fonctionnement applicable à la masse salariale					2 000,00 (a)			1 977,44 (b)	3 977,44
Dépense totale applicable à la masse salariale					179 135,13			145 742,90	324 878,03
SURPLUS OU (DÉFICIT)									26 752,11

Service de la gestion des ressources financières et matérielles

AVIS DE RECOURS

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Édifice Lomer-Gouin
575, rue Saint-Amable
Bureau 1.10
Québec (Québec) G1R 2G4

Tél. : (418) 528-7741
Télec. : (418) 529-3102

MONTREAL

480, boulevard Saint-Laurent
Bureau 501, 5^e étage
Montréal (Québec)
H2Y 3Y7

Tél. : (514) 873-4196
Télec. : (514) 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : 1 888 528-7741

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la Loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter en appel sur toute question de droit ou de compétence devant un juge de la Cour du Québec une décision finale de la Commission d'accès à l'information, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête.

Une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier peut également être portée en appel, mais sur permission d'un juge de la Cour du Québec (a. 147).

b) Délais et procédure

- Décision finale

L'article 149 prévoit que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les 30 jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties (a. 149) et doit être signifié aux parties et à la Commission dans les 10 jours de son dépôt au greffe de cette cour (a. 151).

- Décision interlocutoire

L'article 147.1 stipule que la requête pour permission d'appeler d'une décision interlocutoire doit préciser les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel et pourquoi la décision finale ne pourra y remédier.

Après avis aux parties et à la Commission, la requête doit être déposée au greffe de la Cour du Québec dans les 10 jours qui suivent la date de la réception de la décision de la Commission par les parties.